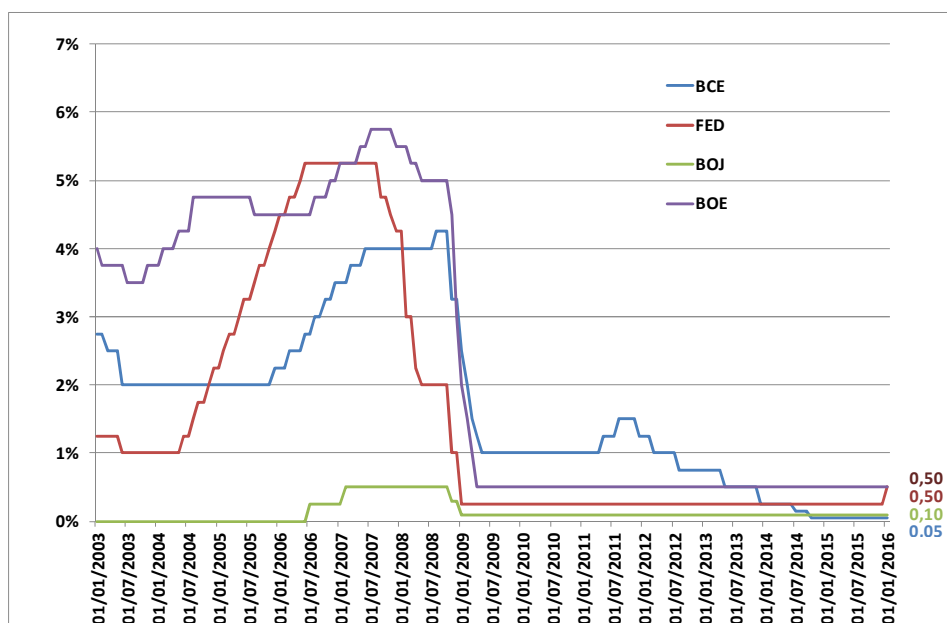


1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Conseil des gouverneurs du 21 avril 2016

À l'issue de la réunion du 21 avril 2016 du Conseil des gouverneurs, Mario Draghi a déclaré : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire, nous avons décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. Selon nous, les taux directeurs devraient rester à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée, et bien au-delà de l'horizon fixé pour nos achats nets d'actifs. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous avons commencé, comme décidé le 10 mars 2016, à porter à 80 milliards d'euros, contre 60 milliards d'euros précédemment, nos achats mensuels effectués dans le cadre du programme d'achats d'actifs ». Il a également déclaré « (...) en juin, nous réaliserons la première opération de notre nouvelle série d'opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO II) et nous effectuerons nos premiers achats dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur des entreprises (corporate sector purchase programme, CSPP). (...) À la suite de la vaste série de décisions que nous avons prises début mars, les conditions de financement globales se sont améliorées dans la zone euro. Les répercussions des mesures de relance monétaire sur les entreprises et les ménages, notamment à travers le système bancaire, se renforcent. Toutefois, les incertitudes au niveau mondial persistent. Pour la période à venir, il est essentiel de conserver une orientation accommodante appropriée de la politique monétaire aussi longtemps que nécessaire pour soutenir la dynamique de la reprise économique en cours dans la zone euro et accélérer le retour de l'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 %. Le Conseil des gouverneurs continuera de suivre attentivement l'évolution des perspectives en matière de stabilité des prix et agira, le cas échéant, en utilisant tous les instruments à sa disposition dans le cadre de son mandat pour atteindre son objectif. Dans le contexte actuel, il est crucial de veiller à ce que l'environnement de très faible inflation ne se traduise pas par des effets de second tour sur les processus de fixation des prix et des salaires ».

Taux directeurs des principales banques centrales



Chômage

Chômage en hausse en France

Fin février 2016, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 3 591 000. Ce nombre augmente de 1,1 % sur un mois (soit +38 400 personnes), de 0,6 % sur trois mois (+21 400 personnes) et de 2,5 % sur un an. En février 2016, ce nombre augmente de 0,5 % pour les moins de 25 ans (-0,7 % sur trois mois et -4,5 % sur un an), de 1,3 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+0,6 % sur trois mois et +2,1 % sur un an) et de 0,9 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (+1,5 % sur trois mois et +8,1 % sur un an).

Baisse du chômage en Europe

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,3 % en février 2016, en baisse par rapport au taux de 10,4 % enregistré en janvier 2016 et à celui de 11,2 % de février 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis août 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,9 % en février 2016, stable par rapport à janvier 2016 et en baisse par rapport au taux de 9,7 % de février 2015. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis mai 2009. Eurostat estime qu'en février 2016, 21,651 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,634 millions dans la zone euro. Par rapport à janvier 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 59 000 dans l'UE28 et de 39 000 dans la zone euro. Comparé à février 2015, le chômage a baissé de 1,971 million de personnes dans l'UE28 et de 1,303 million dans la zone euro.

Inflation

Augmentation de l'IPC en France

En mars 2016, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,7 % après +0,3 % en février. Corrigé des variations saisonnières, il augmente de 0,1 % après un recul de 0,2 % les deux mois précédents. Sur un an, l'IPC recule de 0,1 %, après -0,2 % en février.

Légère hausse de l'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à -0,1 % en mars 2016, en hausse par rapport au mois de février où il était de -0,2 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en mars (1,3 %, comparé à 0,9 % en février), suivis de l'alimentation, alcool et tabac (0,7 %, comparé à 0,6 % en février), des biens industriels non énergétiques (0,5 %, comparé à 0,7 % en février) et de l'énergie (-8,7 %, comparé à -8,1 % en février).

Banque de France

Rue de la Banque N° 22 - avril 2016 : Contribution des technologies de l'information et de la communication (TIC) à la croissance

La contribution des technologies de l'information et de la communication (TIC) à la croissance s'essouffle depuis le début de la décennie 2000 dans les pays industrialisés. La zone euro en a jusqu'ici moins bénéficié que les États-Unis. Des politiques appropriées permettraient à la zone euro de combler son retard. Ce Rue de la Banque compare les évolutions de la contribution des TIC à la croissance aux États-Unis, dans la zone euro et au Royaume-Uni sur la période 1970-2013. Après une longue période de croissance continue, la diffusion des TIC comme facteur de production s'est stabilisée au début des années 2000, à des niveaux largement supérieurs aux États-Unis que dans la zone euro, le Royaume-Uni connaissant une position intermédiaire.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/RDB-22-contribution-technologies-information-communication-croissance.pdf

OCDE

Atténuation du changement climatique - Politiques publiques et progrès réalisés

Ce rapport présente les tendances et les progrès réalisés en matière de politiques d'atténuation du changement climatique dans les 34 pays membres de l'OCDE, dans 10 économies partenaires, ainsi qu'au sein de l'Union européenne.

http://www.oecd-ilibrary.org/fr/environment/attenuation-du-changement-climatique_9789264241718-fr

Chine

État de la dette chinoise

Au total, la dette publique et privée atteint aujourd'hui 236 % du PIB chinois. Elle a été multipliée par quatre en sept ans. Un rythme difficilement soutenable au vu du ralentissement de la croissance. Pour alléger la charge financière des entreprises chinoises, ainsi que le bilan de leurs créanciers, Pékin prévoit d'autoriser les banques à échanger de la dette contre du capital.

2- Brèves régionales

[Visite du Premier ministre français en Nouvelle-Calédonie](#)

Le Premier ministre français Manuel VALLS se rendra en Nouvelle-Calédonie du 28 au 30 avril 2016, en présence de la Ministre des Outre-mer George PAU-LANGEVIN. Cette visite fait suite aux accords signés le 5 juin 2015 par le Comité exceptionnel des signataires de l'accord de Nouméa, et répond au besoin de préparer l'avenir institutionnel du Territoire. Des questions d'ordre économique, notamment le soutien du secteur du nickel, seront également abordées. Le Premier ministre terminera sa visite officielle en Océanie par une étape en Nouvelle-Zélande, afin de renforcer la coopération franco-néo-zélandaise et l'insertion des collectivités françaises du Pacifique dans leur environnement régional.

[Quatrième édition du Sommet océanien du développement durable, Ocenia 22](#)

La rencontre Oceania 22 a eu lieu du 11 au 13 avril 2016 à Bourail en Nouvelle-Calédonie, en présence des délégations de quinze nations du Pacifique, de la Communauté du Pacifique (CPS), de la France (pays organisateur de la COP21) et du Maroc (pays organisateur de la COP22). De nombreux autres acteurs (délégués coutumiers de la communauté d'accueil, organisations intergouvernementales, scientifiques, économistes) ont aussi pris part à l'événement. Des ateliers de travail ont été mis en place afin de réfléchir aux modalités d'application de l'Accord de Paris dans le Pacifique. Des tables rondes et un cycle de conférence ont aussi permis d'échanger et de débattre sur les enjeux du développement face aux changements climatiques dans les petits États insulaires. Ces trois jours de réflexion se sont conclus par la signature de la Déclaration de Bourail, qui souligne l'importance d'une mobilisation de l'ensemble des acteurs internationaux autour des problématiques liées au développement durable.

[Nouveau partenariat entre l'Institut de Recherche pour le Développement \(IRD\) et la Communauté du Pacifique \(CPS\)](#)

Un accord de coopération scientifique et technique a été signé pour une durée de cinq ans par le Dr. Colin TUKUITONGA, directeur général de la CPS, et M. Jean-Marc CHÂTAIGNER, directeur général délégué de l'IRD. Il permet la mise en place de programmes de recherche communs portant essentiellement sur les écosystèmes marins, l'observation des océans, la géologie et la sismologie. Cette collaboration inclut également la formation d'étudiants et l'organisation de séminaires et de colloques, en faveur d'un meilleur partage de l'information. Cette coopération devrait accélérer l'acquisition de connaissances scientifiques et la mise en place d'outils pertinents d'adaptation aux changements globaux actuels. La zone Pacifique est en effet particulièrement exposée aux transformations climatiques et environnementales.

3 – Brèves locales

[Les élections de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des métiers et de l'agriculture auront lieu le vendredi 22 avril 2016](#)

Les élections des représentants de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des métiers et de l'agriculture (CCIMA) auront lieu le vendredi 22 avril 2016 à l'Administration supérieure de Wallis-et-Futuna. La CCMIA est l'organe représentatif des différents secteurs d'activité et des entreprises sur le Territoire. Il a pour attribution la défense des intérêts généraux des professionnels, l'aide aux chefs d'entreprise, le conseil, la formation et participe à la gestion de structures externes ayant un rapport direct avec la vie des entreprises. Les électeurs seront amenés à choisir parmi huit listes de candidats. Les membres élus choisiront par la suite leur président.

Publication d'un rapport sur la santé des élèves de Wallis-et-Futuna

Un rapport concernant la santé des élèves de Wallis-et-Futuna vient d'être publié par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il dresse un panorama de la santé physique et psychologique des jeunes du Territoire, et vise à identifier les comportements à risques favorisant l'apparition et la diffusion des maladies non transmissibles (diabète, hypertension, maladies cardio-vasculaires, insuffisance rénale chronique, cancers). Ces maladies représenteraient, selon le rapport, 60 % de la mortalité globale, mais pourraient être en grande partie évitées.

L'enquête, réalisée en mai 2015, porte sur un échantillon représentatif de 1 117 élèves âgés de 12 à 18 ans. Des questions portant sur l'alimentation, la sexualité, la consommation de tabac, d'alcool, de drogues, mais aussi sur le bien-être psychologique (entourage, écoute de l'adulte référent, perception de soi-même) ont été posées. Le rapport souligne une situation épidémiologique alarmante au regard des pathologies liées à la surcharge pondérale, et prévoit une détérioration structurelle de l'état de santé de la population dans les années à venir. La tendance au surpoids est notamment inquiétante chez les jeunes de l'archipel : plus de 60 % d'entre eux seraient en surpoids, et plus d'un tiers en situation d'obésité.

Le rapport est téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.who.int/chp/gshs/gshs-report-wallis-futuna-2015.pdf>

Wallis-et-Futuna représentée lors de la 16^{ème} Semaine de l'Outre-mer

La 16^{ème} Semaine de l'Outre-mer s'est déroulée du 26 mars au 9 avril 2016 à Savigny-le-Temple (77). L'objectif de cette manifestation, qui est organisée chaque année par l'Union Outre-mer de Sénart, est de promouvoir et sensibiliser les visiteurs à la culture de tous les territoires et collectivités ultra-marins français. A cette occasion, les visiteurs ont notamment pu découvrir la richesse de la culture de Wallis-et-Futuna, grâce à une exposition mettant à l'honneur l'art du Territoire (tapas, sculptures...) et la lecture de contes traditionnels.

Sensibilisation à la préservation de l'environnement par l'apprentissage du tri sélectif

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme INTEGRE (Initiative des territoires pour une gestion régionale de l'environnement), soutenu par l'Union Européenne dans le cadre du Xe FED régional, des activités de sensibilisation à la préservation de l'environnement ont été mises en place ce mois-ci. Les premiers groupes de jeunes sont ainsi passés à l'action et ont appris à trier les déchets par catégorie (plastique, carton, aluminium). En parallèle, des animateurs INTEGRE les ont amenés à réfléchir sur l'utilité du recyclage en milieu insulaire. Ces activités de sensibilisation devraient se poursuivre tout au long de l'année 2016.

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

4 – Les indicateurs de référence

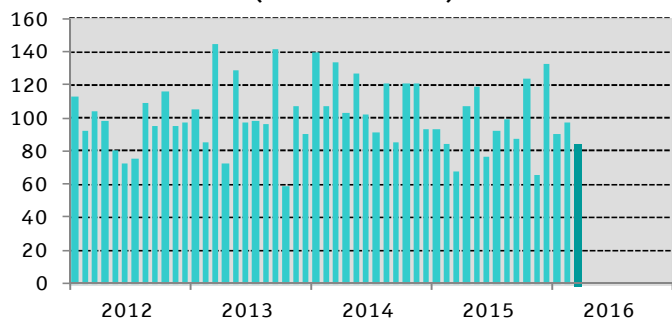
			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	1T 16		115,15	-	-1,3%
SMIG mensuel en XPF	mars-16		90 000	-	0,0%
Nombre d'emplois salariés	juin-15		2 057	-	-1,0%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	mars-16	399	-1,3%	-
	cumulées	mars-16	1 200	-	3,0%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	mars-16	85	-12,8%	-
	cumulés	mars-16	273	-	11,2%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	mars-16	39	0,9%	-
	cumulées	mars-16	124	-	18,0%
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	trimestrielle	mars-16	5 252	9,9%	-
	cumulée	mars-16	5 252	-	10,3%
Consommation de gazole ¹ (milliers de litres)	trimestrielle	déc-15	432	4,1%	-
	cumulée	déc-15	7 261	-	0,0%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestrielle	déc-15	1 945	9,5%	-
	cumulée	déc-15	1 642	-	-4,3%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	févr-16	2 870	-371	-
	mensuel	févr-16	1 285	-18	-
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	mars-16	2	0	-
	cumulé	mars-16	6	-	-2
Nombre de touchées de navires de marchandises	mensuel	mars-16	12	-3	-
	cumulé	mars-16	54	-	+16

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile

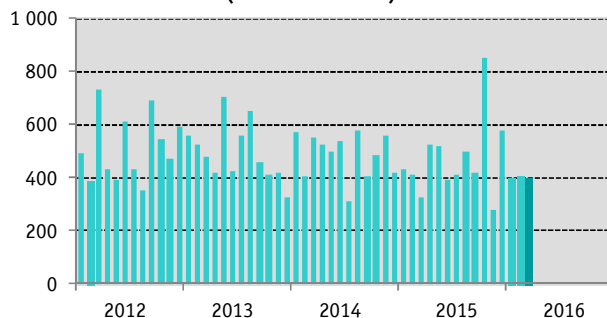
¹ Utilisant le gazole pour la production de l'électricité, la société EEFW explique à elle seule plus de 60 % de la consommation de l'archipel.

nc : non communiqué

Droits de douanes et taxes à l'entrée
(millions de F CFP)



Importations
(millions de F CFP)



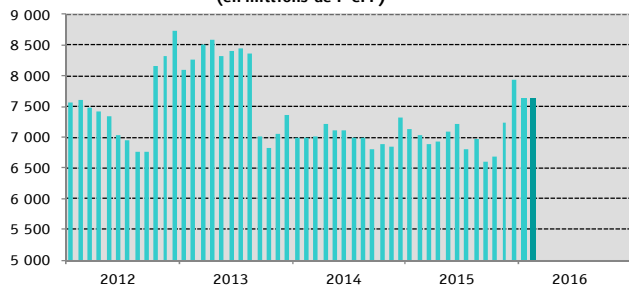
5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

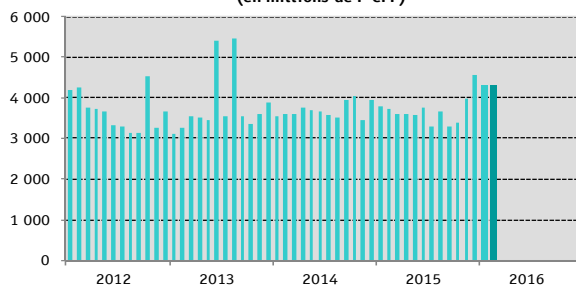
Accroissement de la masse monétaire résultant d'une augmentation des dépôts à vue

en millions de F CFP	févr-15	janv-16	févr-16	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 043	2 074	2 053	-1,0%	0,5%
Dépôts à vue	3 725	4 300	4 314	0,3%	15,8%
Total M1	5 768	6 374	6 366	-0,1%	10,4%
M2-M1 (comptes sur livrets)	457	439	440	0,2%	-3,9%
M3-M2 (dépôts à terme)	814	810	811	0,0%	-0,4%
Total M3	7 039	7 622	7 616	-0,1%	8,2%

Masse monétaire
(en millions de F CFP)



Dépôts à vue
(en millions de F CFP)

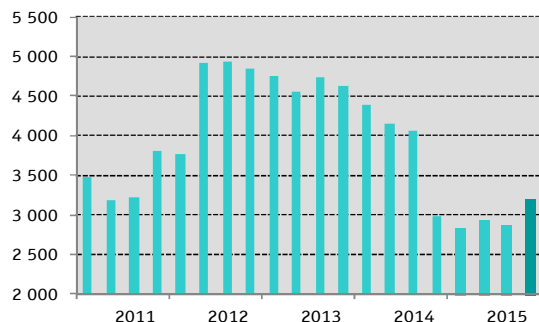


Concours de caractère bancaire

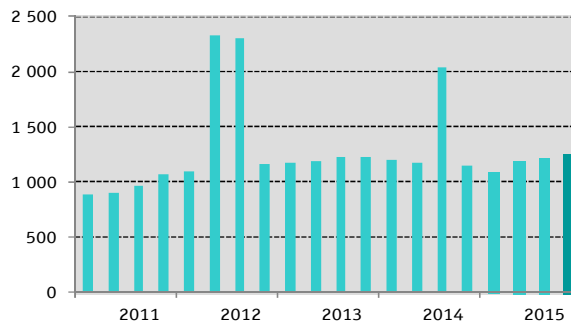
Progression de l'encours des crédits en lien avec la hausse des crédits à l'équipement des collectivités locales

en millions de F CFP	déc-13	déc-14	déc-15	▲/an
Crédits de trésorerie	1228	1148	1254	9,3%
Crédits à l'équipement	2189	960	1151	19,9%
Crédits à l'habitat	398	235	237	0,5%
Autres crédits	349	199	188	-5,7%
Total encours sain	4164	2542	2830	11,3%
Créances douteuses brutes	469	438	376	-14,0%
Total encours brut	4633	2980	3206	7,6%

Encours de crédits bruts
(millions de F CFP)



Encours de crédits de trésorerie
(millions de F CFP)

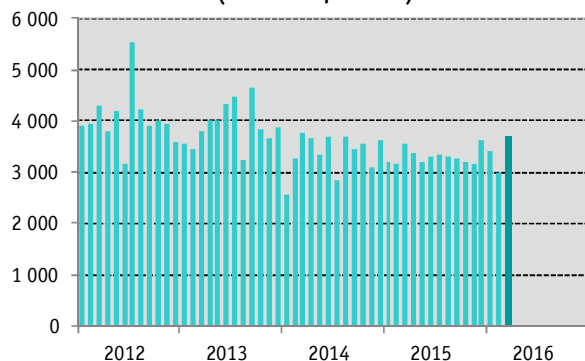


Compensation

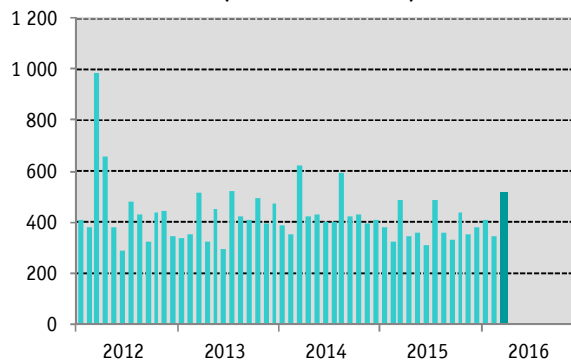
Augmentation en nombre et en valeur des opérations de compensation sur le mois

		mars-15	févr-16	mars-16	▲/mois	▲/an
Compensation	en nombre	3 554	3 006	3 692	22,8%	-
	cumulé	9 923	-	10 106	-	1,8%
Compensation	en millions de CFP	487	347	518	49,3%	-
	cumulé	1 189	-	1 271	-	6,9%

En volume
(nombre d'opérations)



En valeur
(en millions de F CFP)



Incidents bancaires

Baisse du nombre d'incidents bancaires à l'année

en nombre	mars-15	févr-16	mars-16	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	55	37	66	78,4%	-
	cumulé	208	-	152	-
Retraits de cartes bancaires	0	0	5	-	-
	cumulé	0	-	5	-

Interdits bancaires

Contraction du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	mars-15	févr-16	mars-16	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	318	274	278	1,5%	-12,6%
- dont personnes physiques	302	260	263	1,2%	-12,9%
- dont personnes morales	16	14	15	7,1%	-6,3%

en nombre	mars-15	févr-16	mars-16	▲/mois	▲/an
Cotes valides	48	49	49	0,0%	2,1%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	17	12	12	0,0%	-29,4%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	N-1	N	▲/an
Indicateurs économiques				
indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	1T	116,62	115,15	-1,3%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb, stock)	mars	16	15	-6,3%
importations de biens d'équipement (M XPF)	mars	156	179	14,7%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	mars	10	21	110,0%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars	17	21	23,5%
Ménages				
emploi salarié (nb, stock)	juin	2 078	2 057	-1,0%
<i>dont secteur privé</i>	juin	828	808	-2,4%
<i>dont secteur public</i>	juin	1 250	1 249	-0,1%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	mars	533	533	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb, stock)	mars	302	263	-12,9%
décision retrait cartes bancaires (nb)	mars	0	5	-
incidents paiements sur chèques (nb)	mars	208	152	-26,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	mars	298	294	-1,3%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	mars	191	206	7,9%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	mars	67	91	35,8%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mars	21	33	57,1%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	mars	1 164	1 200	3,1%
exportations	mars	-	-	-
recettes douanières	mars	354	401	13,3%
<i>dont droits de douanes + taxes à l'entrée</i>	mars	245	273	11,4%
<i>dont taxes intérieures de consommation</i>	mars	105	124	18,1%
Indicateurs financiers				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	février	3 725	4 314	15,8%
M1	février	5 768	6 366	10,4%
M2	février	6 225	6 806	9,3%
Dépôts à terme	février	814	811	-0,4%
M3	février	7 039	7 616	8,2%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	décembre	1 355	1 465	8,1%
<i>dont crédits à la consommation</i>	décembre	1 166	1 269	8,9%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	décembre	190	196	3,3%
Entreprises	décembre	884	852	-3,6%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	décembre	54	59	8,8%
<i>dont crédits d'investissement</i>	décembre	672	653	-2,8%
Collectivités locales	décembre	288	503	74,6%
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	16	10	-37,3%
créances douteuses brutes	décembre	438	376	-14,0%
taux de créances douteuses	décembre	14,7%	11,7%	-3,0 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	décembre	2 874	2 998	4,3%
<i>dont assurances-vie</i>	décembre	1 073	1 187	10,6%
Sociétés	décembre	2 169	2 103	-3,0%
Autres agents	décembre	2 116	2 237	5,7%

7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,40%	16/03/2016
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,00%	16/03/2016
taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	16/03/2016

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MÉR

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	01/01/2016	-0,10%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire		taux	date d'effet
	31/03/2016	29/02/2016	Var. M -1	banques métropolitaines		6,60%	15/10/2001
EONIA	-0,3030%	-0,2270%	- 0,076 pt				
EUR IBOR 1 mois	-0,3340%	-0,2650%	- 0,069 pt				
EUR IBOR 3 mois	-0,2440%	-0,2050%	- 0,039 pt				
EUR IBOR 6 mois	-0,1320%	-0,1340%	+ 0,002 pt				
EUR IBOR 12 mois	-0,0050%	-0,0240%	+ 0,019 pt				
taux d'intérêt en moyenne mensuelle				taux d'intérêt légal premier sem. 2016			
	mars-16	févr.-16	Var. M -1	créances des personnes physiques (hors besoins)		4,54%	JOR F 27/12/2015
TMO	0,7600%	0,8500%	- 0,090 pt	autres cas		1,01%	
TME	0,5600%	0,6500%	- 0,090 pt	Définitions EONIA: Euro OverNight Index Average EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate TMO : taux moyen des obligations publiques TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme			

devise	USD			JPY			GBP			
	date	31/03/2016	29/02/2016	29/01/2016	31/03/2016	29/02/2016	29/01/2016	31/03/2016	29/01/2016	30/12/2015
taux JJ		0,430%	0,410%	0,470%	nd	nd	nd	0,475%	0,520%	0,480%
3 mois		0,790%	0,820%	0,750%	nd	nd	nd	0,800%	0,810%	0,665%
10 ans emprunts phares		1,825%	1,750%	1,938%	-0,058%	-0,060%	0,101%	1,417%	1,594%	1,970%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er avril 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,05%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,17%
Prêts à taux variable	3,55%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,92%
Prêts-relais	4,25%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,33%
Autres prêts		Découverts en compte	13,37%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,50%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,73%
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	13,20%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	7,63%	Découverts en compte	13,37%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	104,8149	1 NZD/XPF	72,7145	1 HKD/XPF	13,5171	1 GBP/XPF	150,7666	
100 JPY/XPF	93,3008	1 AUD/XPF	80,5914	1 SGD/XPF	77,9742	100 VUV/XPF	97,0681	1 FJD/XPF	50,4916